

MASSACRE FRONTIÈRE NADOR-MELILLA 24 JUIN 2022



Massacre frontière Nador-Melilla 24 J

À travers les démarches d'accompagnement et d'assistance menées par le collectif Ca-minando Fronteras depuis les tout premiers jours qui ont suivi le drame, nous avons pu constater et confirmer la mort d'au moins 40 personnes dans le massacre à la frontière de Nador-Melilla le 24 juin 2022.

Outre les corps retrouvés, il y a les listes réalisées par les familles et les organisations se trouvant sur le terrain, selon lesquelles au moins 77 personnes auraient disparu. Parmi ces personnes, on ne sait pas encore combien pourraient faire partie des 40 victimes confirmées. Et pour cause, les familles se sont vu refuser jusqu'à présent le droit de procéder à l'identification des corps, ce qui constitue une violation des droits des personnes décédées et de leurs familles.

Ces personnes étaient en garde à vue au moment de leur disparition, par conséquent sous le contrôle de l'État espagnol et marocain à travers leurs forces de sécurité, ce qui nous amène à penser que nous pourrions être face à des cas de disparitions forcées. Il est important de souligner qu'encore aujourd'hui, six mois après la tragédie, les deux États continuent de bloquer toute tentative de la part des familles visant à découvrir la vérité, et s'opposent au droit à rechercher les personnes disparues autant qu'à identifier les corps retrouvés.

Nous sommes confrontés à un délit permanent, perpétré non seulement contre les personnes se trouvant à la barrière frontalière le jour du drame, mais également contre les familles luttant au quotidien pour la justice.

Le rapport ci-après a été élaboré dans les jours qui ont suivi le massacre, au cours de la prise en charge et de l'accompagnement des survivants.

Depuis la réalisation de notre enquête, d'autres entités, médias et administrations publiques, ont tenté de faire la lumière sur les évènements qui se sont déroulés ce jour-là, en quête de réparation et de justice pour les victimes.

La Presse espagnole (El País¹, eldiario.es², Público³) et internationale (BBC⁴, Le Monde⁵, The Guardian⁶) ont largement couvert l'événement et ce, dès le premier jour, sous la forme notamment de plusieurs documentaires comme

¹Varo, L. J.; Sevillano Pires, L.; Peregil, F. (2022) "¿Qué sucedió en la frontera de Melilla? El paso a paso de la tragedia". « Que s'est-il passé à la frontière de Melilla ? Le récit de la tragédie pas-à-pas ». Disponible ici (en espagnol) : https://elpais.com/espana/2022-07-03/que-sucedio-en-la-frontera-de-melilla-el-paso-a-paso-de-la-tragedia.html

²Sánchez, G. (2022) "Balas que no eran balas y falta de explicaciones: las muertes de Melilla, en el debate sobre el estado de la nación". « Des balles qui n'en sont pas et un manque d'explication : les morts de Melilla au cœur du débat sur l'état de la nation ». Disponible ici (en espagnol) : https://www.eldiario.es/desalambre/balas-no-balas-falta-explicaciones-muertes-melilla-debate-nacion_1_9175659.html

³García, A. (2022) "De la masacre de Melilla a la cumbre de la OTAN, las incoherencias del Gobierno en migración y seguridad". « Du massacre de Melilla au sommet de l'OTAN : les incohérences du gouvernement [espagnol] en matière de migration et de sécurité ». Disponible ici (en espagnol) : https://www.publico.es/politica/masacre-melilla-cumbre-otan-incoherencias-gobierno-migracion-seguridad.html

⁴Hedgecoe, G. (2022) "Melilla migrant deaths spark anger in Spain". « La mort de nombreux migrants à Melilla suscite la colère en Espagne ». Disponible ici (en anglais) : https://www.bbc.com/news/world-africa-61956104

⁵Weil-Rabaud, A.; Bretonnier, M. (2022) "Drame de Melilla : comment une tentative d'entrée en Europe a conduit à la mort de dizaines de migrants". Disponible ici (en français) : https://www.lemonde.fr/afrique/article/2022/07/08/drame-de-melilla-comment-une-tentative-d-entree-en-europe-a-conduit-a-la-mort-de-dizaines-de-migrants_6134032_3212.html

⁶Kassam, A. (2022) "'A bloodbath': refugees reel from deadly Melilla mass crossing". « Un 'bain de sang': des réfugiés choqués par un passage de frontière massif et meurtrier ». Disponible ici (en anglais): https://www.theguardian.com/world/2022/jun/30/a-bloodbath-refugees-reel-from-deadly-melilla-mass-crossing



celui de la BBC britannique⁷, ou encore la coproduction entre le quotidien Le Monde, El País, Der Spiegel, ENASS et Lighthouse Reports⁸.

De son côté, le défenseur du peuple espagnol, durant cette période, a répondu aux plaintes et dénonciations déposées par les organisations.

Il a ainsi ouvert une enquête qui s'est soldée par les conclusions suivantes :

En octobre, il a dénoncé l'illégalité des déportations et expulsions réalisées à l'encontre de 470 personnes par les autorités espagnoles le jour du massacre⁹, alors qu'en décembre, il a de nouveau affirmé que les explications apportées par le ministère de l'Intérieur, au sujet des violations des droits qui ont eu lieu à Barrio Chino, étaient encore insuffisantes.¹⁰

Malgré les efforts déployés pour que justice soit rendue, le 23 décembre, le bureau du procureur général a conclu son enquête en écartant toute responsabilité de l'Intérieur, de la Guardia Civil et des agents impliqués ce jour-là, classant ainsi le dossier concernant les morts, étant entendu que les autorités ont agi de manière régulière et proportionnée¹¹. Côté marocain, les instances judiciaires de Nador ont répondu par des poursuites à l'encontre des victimes elles-mêmes et par un acte de criminalisation des migrants puisqu'elles en ont condamné un nombre important à de la prison ferme¹².

Le massacre de Melilla-Nador est un nouvel exemple d'impunité à la frontière occidentale euro-africaine. Il démontre l'absence de mécanismes de justice et de réparation pour les victimes et leurs familles.

La frontière est un espace de non-droit, exempté de justice, où les gens peuvent mourir ou disparaître sans que leur mémoire et leur dignité ne soient officiellement reconnues par les autorités.

Ce rapport est basé sur la reconstitution des évènements par les victimes du drame elles-mêmes. Elles savent, aussi bien que les auteurs de ce terrible massacre, dont les crimes sont restés impunis, ce qui s'est exactement passé ce jour-là, à la barrière de Melilla-Nador.

⁷"Cómo ocurrió la tragedia de la valla de Melilla que separa España de Marruecos | Documental BBC". « Tragédie de Melilla, à la barrière entre l'Espagne du Maroc : que s'est-il passé ? / Documentaire de la BBC ». Disponible ici (en anglais) : https://www.youtube. com/watch?v=A6de61Bgdc0; Says, F. (2022) « Un documentaire de la BBC estime le bilan à au moins 24 morts et 77 disparus, alors qu'officiellement il n'est fait état que de 23 morts ». Disponible ici : https://www.francetvinfo.fr/replay-radio/le-monde-est-a-nous/ immigration-un-documentaire-de-la-bbc-devoile-les-conditions-de-la-mort-de-dizaines-de-migrants-a-melilla_5427988.html

^a"Documental: La tragedia de Melilla: ¿Qué papel jugaron España y Marruecos en las muertes? | El País". Disponible ici (en espagnol) : https://www.youtube.com/watch?v=Q_J502iAcTc.

« Morts de dizaines de migrants à Melilla : ce qu'il s'est vraiment passé à la frontière entre l'Espagne et le Maroc / Le Monde ». Documentaire en français disponible ici: https://www.lemonde.fr/international/video/2022/11/29/morts-de-dizaines-de-migrants-amelilla-ce-qu-il-s-est-vraiment-passe-a-la-frontiere-entre-l-espagne-et-le-maroc_6152186_3210.html

⁹Vera, J. (2022) "El Defensor del Pueblo acusa a Interior de realizar 470 devoluciones ilegales en la tragedia de Melilla". « Le défenseur du peuple accuse le ministère de l'Intérieur d'avoir procédé à 470 déportations illégales lors de la tragédie de Melilla ». Disponible ici (en espagnol) : https://www.lavanguardia.com/politica/20221014/8567328/defensor-pueblo-acusa-interior-realizar-470-devoluciones-ilegales-tragedia-melilla.html

1ºCastellano, N. (2022) "El Defensor del Pueblo sigue considerando insuficientes las explicaciones de Interior a la masacre de Melilla". « Le défenseur du peuple considère toujours insuffisantes les explications de l'Intérieur concernant le massacre de Melilla ». Disponible ici (en espagnol): https://cadenaser.com/nacional/2022/12/09/el-defensor-del-pueblo-sigue-considerando-insuficienteslas-explicaciones-de-interior-a-la-masacre-de-melilla-cadena-ser/

11Pozas, A. (2022) "La Fiscalía exculpa a Interior de las muertes en Melilla y pide expedientar a los agentes que apedrearon a migrantes". « Le ministère public exonère l'Intérieur des morts survenues à Melilla et demande l'ouverture d'une enquête concernant les agents ayant lapidé les migrants ». Disponible ici (en espagnol) : https://www.eldiario.es/desalambre/fiscalia-exculpa-interior-

muertes-melilla-pide-expedientar-agentes-apediearon-migrantes_1_9818775.html
¹²Enass Media (2022) "À Nador, 100 ans de prison contre les réfugiés". Disponible ici (en français) : https://enass.ma/2022/10/03/a-



La souricière : deux mois de répression

Les campements dans les bois étaient devenus de vrais champs de bataille depuis le mois de mai. À cette période, les incursions militaires se répétaient deux à trois fois par semaines, les forces d'intervention recourant à des stratégies chaque fois plus agressives et utilisant, lors des raids, du matériel de guerre responsable de dommages toujours plus importants.

Aux premières heures du matin, les forces de sécurité apparaissaient et attaquaient le campement où vivaient les migrants. Les gens étaient d'abord surpris par les militaires qui encerclaient les ghettos¹³ où ils dormaient, puis les hélicoptères arrivaient et répandaient du gaz destiné, selon ceux qui ont pu témoigner, à les étouffer alors qu'ils tentaient de fuir l'attaque des forces auxiliaires.

Ces interventions duraient plusieurs heures. Il n'en restait qu'un terrain incendié, une zone totalement rasée. À chaque raid, les réfugiés perdaient le peu de biens matériels qu'ils avaient et ils sentaient aussi que leur santé physique et mentale se détériorait chaque fois un peu plus.

Les victimes et survivants interrogés par notre organisation analysent ainsi l'impact que ces évènements ont eu sur eux :

À chaque fois, nous perdions tout, même nos vêtements et nos chaussures. Après deux mois comme ça, nous n'avions plus rien à perdre puisqu'ils nous avaient dépouillés de tout, même de notre santé. Mais nous n'avons jamais perdu l'espoir de nous en sortir parce que, pour nous, c'était impossible de faire machine arrière.

Nous avons accumulé des coups sur le corps, des blessures que nous n'avons pas pu guérir, c'était difficile de trouver une assistance médicale. Le plus grave, ce sont les fractures car ils te frappent jusqu'à ce que tu ne puisses plus marcher, pour que tu ne puisses pas t'échapper. Et quand tu ne peux plus bouger, tu ne sers plus à rien puisqu'en général, ton seul moyen de défense, c'est de courir.

Ce qu'ils ne brûlaient pas, ils te le volaient : le téléphone pour que tu ne puisses pas contacter quelqu'un ou appeler à l'aide, les quelques dirhams que tu pouvais avoir en poche. Les militaires gardaient tout, et si ça n'était pas eux, c'étaient les bandits qui les accompagnaient pendant les raids.

Quand tu ne peux pas dormir, tu deviens fou. Tu es toujours en alerte, tu t'attends à être attaqué à tout moment, toujours prêt à courir parce que c'est ta vie qui est en jeu. Nous sommes nombreux à avoir vécu la guerre et nous savions ce que signifient ces incursions militaires, comment elles fonctionnent et combien, à la longue, elles peuvent te détruire.



Les raids ont déplacé le camp de migrants vers Melilla et dans des zones de forêt plus inaccessibles. Pour ça, les drones ont joué un rôle important car ils ont permis de localiser les personnes qui se cachaient ou qui battaient en retraite pour essayer de se mettre en lieu sûr. Ces robots sans pilote remplissent une mission de plus en plus déterminante dans le contrôle des flux migratoires, en fournissant des données de localisation et des images des cibles en prévision des incursions militaires.

Selon les témoignages, entre fin mai et début juin, la situation est devenue de plus en plus intenable.

Le 7, il y a eu une rafle très importante, ils ont augmenté le nombre d'hélicoptères et ont lâché encore plus de gaz. Ce jour-là, quatre réfugiés soudanais ont été gravement blessés, "ils leur ont brisé le corps ", ont déclaré leurs compagnons.

Le seul avantage qu'avaient les migrants sur les militaires, c'était leur supériorité numérique, leur unique moyen de défense. Ainsi ont-ils réussi à se protéger les uns les autres et à ne pas être blessés et/ou arrêtées tous en même temps.

Le lundi précédent le massacre à la frontière entre Nador et Melilla, quelque cinq cents soldats ont encerclé le camp de réfugiés. Là encore, ils ont fait usage de gaz au moment de l'assaut et les blessés de sont comptés par dizaines.

Le mardi, il y a eu une trêve, mais le mercredi et le jeudi, les attaques se sont de nouveau intensifiées. Du lever du jour jusqu'en fin d'après-midi, les militaires ont poursuivi les réfugiés dans le camp. Le 23, pendant le raid, un incendie s'est déclaré dans la forêt, mettant en danger à la fois les êtres humains et l'environnement.

Ce jour-là, le message était très clair : les migrants avaient 24 heures pour évacuer les lieux ou bien la violence monterait encore d'un cran lors des prochaines rafles.

Le vendredi 24, face à une nouvelle attaque, et malgré le peu de forces qui leur restait, les réfugiés du camp ont décidé de fuir en avant, vers la barrière frontalière, dans l'espoir d'échapper à la violence. Le raid avait une fois de plus lancé les opérations très tôt dans la matinée.

Cette fois, les réfugiés n'avaient ni grappins ni échelles pour escalader la barrière, c'était la débandade. Ils ont quand même réussi à trouver une scie électrique et des ciseaux à métaux, ce qui leur a permis de forcer l'une des portes de la clôture et de n'abandonner personne à la merci d'un nouvel assaut militaire. Ils avaient conscience que beaucoup d'entre eux étaient physiquement à bout de force et qu'ils n'auraient pas assez d'énergie pour franchir le mur de six mètres.



Le sang, la douleur et la mort

C'est ainsi que 1800 personnes se sont dirigées en groupe vers la barrière de Melilla au niveau de Beni Ensar, certaines encore équipées de ce qu'elles avaient pu trouver pour se défendre des attaques subies les jours précédents dans les campements.

Les soldats les avaient une nouvelle fois chargés et les poursuivaient.

« Nous n'avions pas tous des bâtons, certains comme moi n'avaient rien que leurs jambes pour courir. Mais c'est clair qu'après tout ça, un bout de bois peut te sauver la vie. Je pense que nous étions conscients qu'ils allaient nous tuer, dans la semaine nous avions senti qu'ils allaient franchir la limite et que nous n'étions plus en sécurité nulle part. C'était mourir ou vivre, il n'y avait pas d'autre issue. »

Ces personnes migrantes venaient de pays différents : Tchad, Mali, Yémen, Cameroun, Nigéria, Sénégal, Niger, Guinée Conakry, Burkina Faso et Libéria. Mais la nationalité majoritaire était le Soudan, soit plus de quatre-vingt pour cent des personnes ayant tenté ce jour-là de franchir la barrière entre Nador et Melilla.

Le 24 juin, de huit heures du matin à deux heures de l'après-midi, des affrontements ont eu lieu entre les migrants et les militaires, un bras de fer inégal dès les premières heures, les uns, désespérés et angoissés, ne disposant que de pierres et de bâtons, face aux autres dotés de drones, de caméras de surveillance, de dispositifs anti-émeutes, de gaz lacrymogène et d'armes à feu.

Le premier groupe à atteindre la barrière a commencé par utiliser une scie électrique pour tenter de sectionner les barbelés. Certains ont pu passer de l'autre côté mais d'après les témoignages, la batterie de la scie s'est rapidement déchargée et les ciseaux n'ont pas tenu beaucoup plus longtemps.

C'est alors que les soldats les ont encerclés par derrière et les réfugiés qui n'avaient pas pu passer se sont retrouvés coincés. Ils étaient pris au piège, les gens tombaient par terre, les uns sur les autres, sans recevoir aucune aide.

Pour ceux qui se sont retrouvés coincés à la frontière, souffrant des conséquences de l'engorgement et de la bousculade provoqués par les manœuvres militaires, aucune forme d'assistance coordonnée entre les deux pays n'a été déployée.

Au contraire, d'après les témoignages, les forces marocaines foulaient le sol avec leurs bottes, passant par-dessus les corps qui se trouvaient à terre.



Les blessés qui ne pouvaient plus bouger étaient traînés puis laissés au soleil sans que leur état de santé ne soit pris en compte. Si certains bougeaient, ils étaient roués de coups jusqu'à épuisement.

"« Je suis allé plusieurs fois à la frontière. Les fois précédentes, ça avait été très dur mais ils n'avaient jamais rien fait d'aussi violent. Là, ça a été une catastrophe, c'est comme s'ils avaient tout préparé, ils nous ont fait avancer et quand nous sommes arrivés devant, ils sont arrivés par derrière et nous ont encerclés. »

« Si tu pleurais, ils recommençaient à te frapper jusqu'à te casser les jambes ou te faire perdre connaissance. »

Ce jour-là, la violence coordonnée a fait des morts et des centaines de blessés à des degrés divers. Après analyse des déclarations des témoins, il s'avère que les causes des décès et des blessures sont multiples et, dans certains cas, plusieurs d'entre elles s'additionnent :

- · Asphyxie aux gaz
- · Écrasement dû aux chutes
- · Écrasement par les bottes des militaires
- · Passage à tabac à l'aide de matraques électriques et manuelles
- Cible d'armes à feu
- · Non-assistance médicale
- · Déplacement forcé de personnes blessées
- Refoulement depuis Melilla de personnes blessées n'ayant pas reçu de soins médicaux.

Le piège dans lequel sont tombés les réfugiés est devenu plus meurtrier lorsque l'armée marocaine est entrée sur le territoire de Melilla. Au coude-àcoude avec les forces de sécurité espagnoles, elle a pu poursuivre ses attaques afin d'effectuer des refoulements à chaud vers le Maroc. Ces pratiques ont été appliquées conjointement par les forces de sécurité des deux pays qui s'étaient coordonnées pour les mener à bien.

Le 24 juin, d'après les témoignages oraux et visuels fournis par les victimes et survivants, l'État espagnol a expulsé vers le Maroc des dizaines de réfugiés potentiels ainsi que des personnes mineures. Des refoulements ont ainsi été réalisés malgré les scènes de torture, de traitement inhumains et dégradants subis par les réfugiés, et dont les autorités espagnoles étaient directement témoins.



Les autorités espagnoles, témoins des événements, ont utilisé les informations sur ce qui se passait pour soutenir les stratégies militaires de répression utilisées par le Maroc. Mais aucun des deux pays n'a initié une collaboration afin d'apporter une aide et une assistance aux victimes et alléger ainsi le terrible impact de la tragédie.

Les instruments de surveillance tels que les drones et les caméras n'ont été utilisés que pour les manœuvres militaires et non pour obtenir des informations permettant d'évaluer l'ampleur de l'urgence et activer des équipes de secours coordonnés.

Ainsi, les personnes blessées, décédées, épuisées, se tordant de douleur et de peur, ont passé jusqu'à huit heures couchées au sol, sous un soleil de plomb. Pendant ce temps, elles recevaient arbitrairement des coups lorsque les soldats le décidaient.

La zone frontalière est restée jonchée de corps endoloris et inertes jusqu'à l'arrivée des bus et de quelques ambulances.

Les plus chanceux ont finalement reçu une assistance médicale pour leurs blessures, mais l'on ne sait toujours pas ce qui s'est passé dans les centres hospitaliers puisque la police marocaine a bloqué l'accès aux installations pour les organisations et associations des familles de victimes. Le ministère de l'Intérieur a verrouillé les hôpitaux des villes de Nador et Oujda.

De nombreuses questions restent sans réponses : Quels critères médicaux ont-ils été établis pour décréter le déplacement de certains blessés et pas d'autres ? Quelle assistance ont-ils reçu et à quel moment ? Ont-ils reçu un soutien pour leur opération et leur traitement médical ? Ont-ils pu contacter leurs proches ? Pourquoi et de quoi sont mortes les personnes décédées à l'hôpital ? Ont-elles pu parler à leur famille avant de mourir ?

Par ailleurs, un groupe de soixante-cinq migrants a été accusé de faits liés aux événements survenus les 23 et 24 juin.

Au cours de leur arrestation, les mis en cause ont été divisés en deux groupes. Le premier a rassemblé devant la Cour d'appel de Nador les personnes accusées de fautes graves ; Tous s'exposent à des peines pouvant aller jusqu'à vingt ans de prison. Ceux de l'autre groupe sont poursuivis, entre autres accusations, pour avoir facilité l'entrée et la sortie de clandestins sur le territoire marocain. Tous les réfugiés concernés sont actuellement en détention provisoire et défendus par des avocats d'organisations sociales.

Les autres migrants ont été déplacés de force à l'intérieur du pays, dépouillés d'absolument tout et abandonnés à leur sort. Notre organisation a pu également recenser 132 personnes ayant été déportées à la frontière algérienne, dans une zone connue pour être un no man's land.



Le nombre de victimes ayant trouvé la mort lors de ces évènements reste inconnu. Les témoignages recueillis par notre organisation permettent de faire état de 62 décès. Notre collectif a pu confirmer la mort de 37 personnes le jour du massacre du 24 juin et de 3 autres ayant succombé plus tard à leurs blessures. Cela porte donc à 40 le nombre de personnes dont le décès a été confirmé par notre organisation! Qu'elles reposent en paix.

Une fois encore, le manque de transparence a empêché les organisations et les familles d'avoir accès aux défunts pour les identifier. Il n'a pas été possible de savoir si des autopsies ont été pratiquées dans le but de déterminer les causes de la mort. Par conséquent, non seulement le droit à la vie a été bafoué, mais également le droit de la personne défunte et de sa famille : être identifiée, connaître la vérité sur les causes de la mort, être enterrée dans la dignité.

Les droits des victimes et survivants du massacre, ainsi que ceux de leurs familles, n'ont pas seulement été bafoués le 24 juin ; ils continuent de l'être aujourd'hui et ce, dans une constante revictimisation.

La crise humanitaire au lendemain du massacre

Notre collectif a constitué une équipe de défenseur·es des droits humains pour aller à la rencontre des personnes blessées et de celles qui ont été déplacées de force suite au massacre du 24 juin.

Lors de quatre missions humanitaires, et jusqu'à la finalisation de ce rapport, nous avons accompagné, dans différentes villes, 862 personnes en travaillant sur les axes suivants :

- · Fournir des soins de santé aux personnes blessées.
- Fournir des kits alimentaires, de produits d'hygiène, de vêtements et de chaussures.
- Établir, avec les victimes et survivants, une liste des personnes disparues actuellement recherchées par leurs familles et par leurs amis au sein des communautés.
- Recueillir les témoignages nécessaires à l'élaboration d'un récit au centre duquel seraient placés les droits des victimes et des survivants.

Durant ces semaines de travail sur le terrain, nous avons été confrontés à une véritable crise humanitaire que les autorités marocaines ont tenté



de cacher, avec le soutien politique du gouvernement espagnol. Avec les représentantes des communautés, nous avons essayé autant que possible d'atténuer la terrible douleur causée par ce drame. En outre, nous avons pu impulser une dynamique permettant une évaluation collective de l'impact que la politique de militarisation des frontières a eu sur les personnes réfugiées.

Les éléments de la crise humanitaire :

• 80% des personnes rencontrées souffrent de blessures subies le 24 juin. La plupart des lésions a été causée par des coups et des actes de violence : des fractures aux jambes, aux bras et à la tête apparaissent dans les tableaux cliniques.

« Ils nous rouaient de coups même quand nous étions déjà au sol, nous n'avions plus de force, nous étions épuisés. »

Nous avons assisté des personnes en attente d'une opération dans les hôpitaux où elles avaient été déplacées de force malgré la gravité de leur état.

Nous avons rencontré un homme blessé, cible d'un coup de feu, ayant dû subir une opération afin d'extraire la balle de son corps.

Un autre jeune homme, après avoir été placé de force dans un bus de transfert, a dû être hospitalisé après être tombé dans le coma pendant son arrestation. Au bout de trois jours, il s'est réveillé avec des difficultés motrices et des problèmes d'élocution dus aux coups qu'il avait reçus à la tête.

Parmi les personnes blessées, certaines avaient besoin d'opérations nécessitant le recours à du matériel non pris en charge par les délégations sanitaires. La police n'ayant pas autorisé les organisations et associations de familles de victimes à entrer dans les établissements de santé, l'urgence humanitaire s'est aggravée dans les jours qui ont suivi la tragédie. Par exemple, le manque de matériel médical a retardé une intervention chirurgicale sur une personne victime de l'attaque militaire et présentant de multiples fractures, ce qui a conduit à l'amputation de son pied.

• Les victimes souffrent de symptômes physiques et mentaux associés au stress post-traumatique. Des crises de panique, des cauchemars, des douleurs qui s'étendent dans tout le corps ainsi qu'un sentiment de peur, ont été rapportés par la plupart des personnes suivies par les missions humanitaires.



- Une vie réduite au néant. Suite à cette violence, les réfugiés que nous avons rencontrés n'avaient plus rien. Ils nous ont expliqué que les militaires leur avaient volé le peu qui leur restait : les téléphones, le peu d'argent qu'ils avaient en poche, et même leurs chaussures pour les empêcher de marcher. Cet état de fait, associé aux difficultés rencontrées par les organisations et associations communautaires, via leurs représentantes, pour dispenser l'aide humanitaire, ont aggravé la situation dramatique dans laquelle se trouvaient déjà les victimes et survivants après la tragédie.
- Les soudanais: des réfugiés particulièrement persécutés. Selon les témoignages que nous avons recueillis ainsi que nos observations sur le terrain, après le 24 juin les contrôles de police visaient spécifiquement à identifier les personnes originaires du Soudan. Dans les semaines qui ont suivi, la répression a été particulièrement dure à l'encontre de cette communauté, stigmatisée jusqu'au sein même de la société civile marocaine. Nous avons d'ailleurs pu confirmer la mort d'un ressortissant soudanais survenue lors d'une bagarre avec un citoyen marocain.
- Les enfants migrants. 30% des personnes victimes et/ou survivantes de la tuerie du 24 juin sont des mineurs âgés de quinze à dix-sept ans et 5% sont des enfants âgés de onze à quatorze ans.

Le récit

Discours et visibilité : construction d'un récit qui banalise et justifie. Le spectacle obscène de la violence.

Le discours des autorités au sujet du massacre a renforcé l'externalisation du Maroc et son rôle de gendarme de l'UE. Les positions de l'État espagnol et de son voisin alaouite ont suivi la même ligne, avec un discours reposant sur trois piliers : la lutte contre les mafias, la responsabilité de l'Algérie dans l'organisation du franchissement de la barrière, et le soutien de l'Espagne et de l'UE concernant les instruments militaires utilisés lors de l'assaut.

Le récit construit par les pays, malgré les images témoignant de la violence pratiquée, a justifié le recours à ce type d'intervention contre les personnes migrantes.

Nous sommes passés du spectacle obscène de la douleur au spectacle obscène de la violence, où celle-ci est présentée comme un dommage collatéral du contrôle nécessaire des frontières.



On exhibe ainsi les victimes civiles d'une guerre des frontières.

Il est d'autre part assez paradoxal que les journalistes des pays de l'UE aient pu effectuer leur travail avec une relative « liberté » au Maroc, y compris sans l'autorisation officielle des autorités du pays, alors que les organisations sociales portant des projets d'accompagnement des populations de migrant·es approuvés et autorisés ont rencontré de sérieuses difficultés dans leur action d'aide aux victimes et survivants de la tragédie.

Dans le récit officiel, les réfugiés du massacre ne sont qu'une masse sans nom et sans histoire, un « autre » que l'on expose d'une manière toujours plus violente, laissant entendre que ces personnes méritent la violence et la mort.

Ce massacre à la frontière entre Nador et Melilla pourrait représenter une nouvelle étape importante dans la normalisation de stratégies militaires violentes exécutées conjointement par les forces étatiques marocaines et espagnoles.

Les histoires des victimes et survivants

Cela fait des années que les communautés racontent ce qui se passe aux frontières, parlent des droits de l'Homme et de la reconnaissance des personnes migrantes en tant qu'êtres humains. Les représentantes de ces communautés, aux côtés des familles en deuil ou recherchant des proches disparues aux frontières, ont créé des réseaux de soutien mutuel. Ils ont élaboré des stratégies de résistance afin d'affronter les terribles violences dictées par la nécropolitique.

C'est pourquoi les membres de la communauté soudanaise, fuyant le terrible conflit qui s'enkyste depuis des années dans leur pays, sont conscientes de leurs droits en tant que réfugiées. Les soudanaises ont une forte conscience collective et, dans cette crise humanitaire, avec des victimes et survivants d'autres nationalités, ils se sont organisés pour partager avec courage leur version des faits dont ils sont les protagonistes. Ils nous permettent ainsi de nous rapprocher de la vérité.

« Les forces auxiliaires m'ont matraqué en me traitant de sale nègre. Ils m'ont piétiné avec leurs bottes et j'ai senti mes os craquer. J'ai vu les corps des morts, il y en avait une trentaine. Ils ont appelé l'ambulance pour nous transférer, dedans ils y ont aussi mis les cadavres. Nous sommes arrivés à l'hôpital et ils nous ont tous laissés par terre, les morts comme les blessés.



Mon ami a passé quatre jours dans le coma, puis il s'est réveillé. Il a reçu une balle dans la tête. Les militaires nous ont tués, je l'ai vu de mes propres yeux. Moi, je suis vivant, Dieu a voulu que je vive, mais j'ai perdu cinq de mes amis. Je les ai vus mourir sous mes yeux. »

"« Ils ont suscité la haine même au sein de la population, des gens qui vivaient dans des maisons ont été jetés dehors. À la frontière avec l'Algérie, le flux de personnes déportées est important. Tous ceux qui ont été expulsés ont des blessures sur le corps, dans le dos, sur la tête. Voir toute cette douleur est insupportable, les larmes montent quand on voit des êtres humains qui sont traités de la sorte. Je leur dis "courage mon frère, il faut être fort", mais c'est difficile quand on voit leurs conditions. Même là où ils prennent de l'eau ils peuvent attraper des maladies. On veut cacher la vérité, ne pas dire comment vivent les migrant·es, comment leurs droits sont bafoués, comment on les écrase en tant que demandeur·es d'asile et comment on brûle leurs passeports ou tout autre document qu'ils ont avec eux. »

« On a vécu un enfer. Nous mains sont enflées parce que les forces auxiliaires nous ont frappés les chevilles avec du fer pour qu'on ne puisse pas marcher. S'ils savent que tu es soudanais ou tchadien, ils te torturent quand ils t'arrêtent. Dans notre groupe, il y a des garçons de 13 ans qui sont venus à pied, de nuit, pour échapper aux militaires et aux gens d'ici. Parce qu'ils ont dit à la population de ne pas nous laisser prendre les transports. Il y a des soldats et des policiers en civil, quand ils te voient dans la ville, ils viennent directement te demander tes papiers. Si tu es soudanais ou tchadien, peu importe que tu aies des papiers, ils appellent directement le fourgon et de là, ils t'envoient en cellule de détention et te déportent à la frontière. »

« À Nador, les gens n'ont pas arrêté de nous insulter, quand on s'approchait de l'hôpital ou de la population. Les policiers en civil nous ont demandé ce qu'on faisait là, je leur ai dit que j'étais venu pour rechercher mon frère disparu. Il m'a dit que les ambassades étaient déjà passées et qu'elles n'avaient rien trouvé parce qu'il n'y a pas de personnes disparues. J'ai montré mes papiers et ils m'ont dit de retourner dans ma ville parce que j'allais avoir des problèmes s'ils me revoyaient encore à Nador. »

« Mes amis sont tombés à l'intérieur. Parce que tu ne vois rien avec le gaz, tu es obligé de fermer les yeux sinon tu finis aveugle, donc c'est mieux de fermer les yeux mais du coup tu ne vois pas. Après, quand tu tombes, ils te fouillent de haut en bas, ils te prennent tout ce que tu as, l'argent, le téléphone et ils le gardent pour eux. Il y en a un qui vient et qui te vole, ensuite c'est au tour de l'autre, et ils font ça alors qu'on est blessés. Moi, j'avais 24 dirhams. L'un m'avait déjà pris mon



téléphone. L'autre m'a pris le billet de 20 dirhams et m'a laissé les pièces. Mais un troisième est passé derrière et il me les a prises. Ils te font tous du mal comme ils peuvent, ils n'ont aucune pitié. »

"«Ils sont venus pendant deux jours. Ils frappaient les gens, parce qu'ils ne voulaient personne dans les bois. Ils sont arrivés dès le mercredi et nous ont affrontés. Le jeudi, ils ont même tabassé un garde. Donc le vendredi, nous avons décidé de fuir, d'aller à la frontière. Là-bas, ils nous ont beaucoup frappés. Beaucoup de soudanais ont été tués, beaucoup ont été blessés aussi. Ils frappaient les gens à la matraque, avec les gaz. De huit heures du matin à deux heures de l'après-midi ils ont tabassé les gens. Beaucoup de morts. Mais nous, on ne peut rien faire. Nous ne sommes que des vagabonds aujourd'hui, on ne sait même pas ce qu'on va manger, ce qu'on va faire. Même après nous avoir envoyés vers l'expulsion, ils continuent de nous frapper. Les marocains sont très mauvais avec nous, ce que je veux que tout le monde sache, c'est que beaucoup de gens sont morts et qu'on a besoin d'aide. »

« Je me suis retrouvé en état de choc, ils m'ont beaucoup frappé. Aujourd'hui, je ne me souviens plus de grand-chose. À mon frère, ils lui ont mis un coup à la tête ; à moi, à la tête et à la taille. Ils portaient d'énormes chaussures avec lesquelles ils m'ont frappé, ils nous ont frappés. De nombreuses personnes étaient allongées, ce n'était pas facile. Beaucoup sont mortes, vraiment beaucoup. Même mon frère qui m'a sauvé la vie je ne l'ai pas revu. Cette blessure, très profonde, ils me l'ont faite avant de me mettre dans le véhicule pour m'amener à Oujda. La police nous frappait et nous disait qu'on était des chiens, des chiens, et que nous étions des imbéciles. »

« Bonjour, comment ça va ? J'espère que vous allez bien. Je vous envoie ce message au sujet de la situation actuelle, pour vous dire comment on y fait face. Ici, les réfugiés ont beaucoup de problèmes, quand ils ont passé la frontière avec le Maroc ils ont rencontré beaucoup de problèmes. Certains ont été blessés en arrivant dans la colline, dans le trou. D'autres ont été blessés au moment d'essayer de franchir la barrière, à la frontière. Ils ont été blessés là-bas et maintenant, ils vont très mal... Ici, personne ne comprend ce qui se passe. Ils essaient de tenir le coup mais ils n'y arrivent pas. Nous sommes très reconnaissants de l'aide qu'on a reçue, de tout ce qui a été fait pour nous. Ce serait vraiment bien si vous pouviez nous aider un peu. J'essaye d'aider ces gens qui sont de mon peuple, je les représente, je suis l'un des porte-paroles du groupe. C'est eux qui m'ont demandé de vous envoyer ce message. Nous vous souhaitons la meilleure des chances et que Dieu vous bénisse. »



UN RAPPORT DE:



AVEC LE SOUTIEN DE:

